

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 13 avril 2026

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

### **English summary**

#### **Nigeria & Ghana**

- IMF reduces its growth forecasts for 2026 in the latest edition of the World Economic Outlook;
- Nigeria and Ghana resolve onion trade impasse.

#### **Nigeria**

- Inflation up to 15.4% in March;
- Fitch affirms Nigeria's rating at B/Stable;
- Nigerian public debt reaches USD 111bn in 2025;
- The Carrefour Group is launching operations in Nigeria;
- MoU signed the Indian Rashmi Metaliks Group on investments in steel sector;
- Nigerian airlines are threatening to suspend operations due to rising kerosene prices;
- Federal government approves the deployment of biometric identity verification system in domestic airports;
- Processors do not benefit from drop in cocoa prices;
- Raw material shortages affect the cassava sector.

#### **Ghana**

- Ghana recorded USD 4.2bn trade surplus in 2025 Q4;
- The World Bank commends Ghana's performance and stands ready to increase its support;
- Moody's upgrades Ghana's outlook from stable to positive;
- According to the World Bank, Ghana is among the countries most vulnerable to the crisis in the Middle East.

## LE CHIFFRE À RETENIR

# +10%

C'est la croissance du commerce intra-africain prévue par Afreximbank en 2026, en lien avec le déploiement de la ZLECAf.

## Nigeria et Ghana

Le FMI revoit à la baisse ses perspectives de croissance, conséquence du conflit au Moyen-Orient ; Le Ghana et le Nigeria concluent un accord permettant la reprise du commerce de l'oignon.

### Nigeria :

Rebond de l'inflation en mars à 15,4% ; Fitch confirme sa notation du Nigeria à B/Stable ; La dette publique nigériane représentait 111 Md USD fin 2025 ; Le groupe Carrefour s'implante au Nigeria ; Protocole d'accord avec le groupe Rashmi Metaliks Group dans le secteur de l'acier ; Les compagnies aériennes nigériennes menacent de suspendre leurs activités ; Le gouvernement approuve le déploiement de contrôle biométrique dans les aéroports domestiques ; La chute du prix du cacao ne bénéficie pas aux transformateurs nigériens ; Des pénuries de matières premières affectent la filière du manioc.

### Ghana :

Le Ghana affiche un excédent commercial de 4,2 Md USD au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 ; La Banque mondiale salue les performances du Ghana et se tient prête à accroître son soutien ; Moody's revoit à la hausse la perspective du Ghana de stable à positive ; Le Ghana est parmi les pays les plus vulnérables face à la crise au Moyen-Orient selon la Banque mondiale.

# Nigeria et Ghana

## Le FMI revoit à la baisse ses perspectives de croissance, conséquence du conflit au Moyen-Orient

[Le Fonds monétaire international \(FMI\) a publié son bulletin économique mondial semestriel \(\*World Economic Outlook\*\), actualisant ses prévisions macroéconomiques.](#) Après plusieurs revues à la hausse successives, le FMI a réduit ses prévisions de croissance pour 2026, en conséquence du conflit au Moyen-Orient. Le ralentissement du commerce mondial et le rebond de l'inflation issu du choc pétrolier expliquent ces révisions. Au sein des économies émergentes et en voie de développement, la croissance baisserait à +3,9 % en 2026 (après +4,4 % en 2025, soit -0,3 pt par rapport à janvier), puis augmenterait à +4,2 % en 2027 (+0,1 pt) dans le scénario de référence. À l'échelle de l'Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance ont été abaissées à 4,3% pour 2026 et 4,4% pour 2027, alors qu'elles s'établissaient à 4,6% pour les deux années en janvier. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse que le conflit au Moyen-Orient reste limité dans le temps et dans son ampleur.

L'économie nigériane devrait croître de 4,1% en 2026 (-0,3pt par rapport à la mise à jour partielle de janvier), de 4,3% (+0,2pt) en 2027 pour converger vers 4,2% annuellement jusqu'en 2031 (entre +0,1pt et +0,2pt par rapport à l'édition d'octobre). Les perspectives d'inflation ont également été abaissées, à 16% et 15,9% en moyenne annuelle pour 2026 et 2027 (-6,0pts et -1,1pt respectivement).

La trajectoire d'endettement du Nigeria est descendante et revue également à la baisse. La dette publique estimée à 32,3% du PIB en 2026 (35,0% du PIB dans l'édition d'octobre) devrait diminuer pour s'établir à 30,1% à l'horizon 2031. Les perspectives du FMI concernant les équilibres extérieurs nigériens sont également plus optimistes qu'en octobre, l'excédent de balance courante devrait s'établir ainsi à 5,8% du PIB en 2026 (+2,2pts), conséquence du choc pétrolier, puis se stabiliser autour de 3% du PIB les prochaines années. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire devrait représenter 4,4% du PIB (+0,7pt) en 2026, année pré-électorale, avant de converger progressivement vers 2% du PIB.

Concernant le Ghana, les perspectives de croissance ont été maintenues à 4,8% pour 2026, 4,9% pour 2027 et devraient converger vers 5,0% à l'horizon 2031. L'inflation devrait s'établir à 5,8% en moyenne en 2026 (-4,1pts), puis 7,8% en 2027 (-0,2pt) avant de converger vers 8,0% pour les années suivantes.

Résultat du processus de restructuration de la dette publique ghanéenne, le ratio d'endettement est une nouvelle fois revu à la baisse, à 53,0% du PIB pour 2026 (56,1% du PIB dans l'édition d'octobre et 62,7% du PIB dans celle d'avril 2025). La trajectoire

descendante devrait réduire ce ratio jusqu'à 42,3% du PIB en 2031. En lien avec l'amélioration significative des équilibres commerciaux du pays depuis 2025, le FMI a en parallèle revu à la hausse ses prévisions d'excédent de balance courante, qui devrait s'établir à 10,6% du PIB en 2026 (1,7% du PIB dans l'édition d'octobre), avant de se réduire progressivement, jusqu'à 4,9% du PIB en 2031.

À l'occasion des rencontres de printemps du FMI à Washington, le ministre nigérian des Finances Wale Edun, qui préside le G-24, groupe d'économies émergentes, a plaidé pour la consolidation de la coopération internationale en matière de financement du développement, notamment dans le contexte du conflit au Moyen-Orient et du renchérissement des coûts de financement.

## **Le Ghana et le Nigeria concluent un accord permettant la reprise du commerce de l'oignon**

[Un accord a été conclu entre le Ghana et le Nigeria pour mettre fin au blocage du commerce des oignons qui durait depuis plusieurs semaines.](#) Cette solution devrait permettre la reprise des échanges d'oignons entre les deux pays et la levée des barrières douanières exceptionnelles. Ce protocole est présenté comme une victoire pour les mécanismes de résolution des litiges de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Les échanges d'oignons entre le Nigeria et le Ghana constituent un flux commercial agricole majeur en Afrique de l'Ouest. Le Nigeria exporte environ 100 000 tonnes d'oignons vers le Ghana annuellement. Le Ghana est le deuxième marché pour les oignons nigériens, après la Côte d'Ivoire. Le Niger reste le premier fournisseur d'oignons du Ghana (environ 70% de part de marché), mais le Nigeria (20%) joue un rôle clef, notamment lors des périodes de pénurie.

Au-delà de l'accord immédiat, les parties prenantes se sont engagées à élaborer une feuille de route visant à prévenir de futures perturbations. Le cadre devrait s'aligner sur les protocoles commerciaux régionaux existants tout en renforçant la coordination bilatérale entre les pays concernés. Ce développement est perçu comme une avancée de nature à favoriser le commerce transfrontalier en Afrique de l'Ouest, où le commerce agricole reste une source de revenus essentielle pour des milliers de commerçants et d'agriculteurs.

# Nigeria

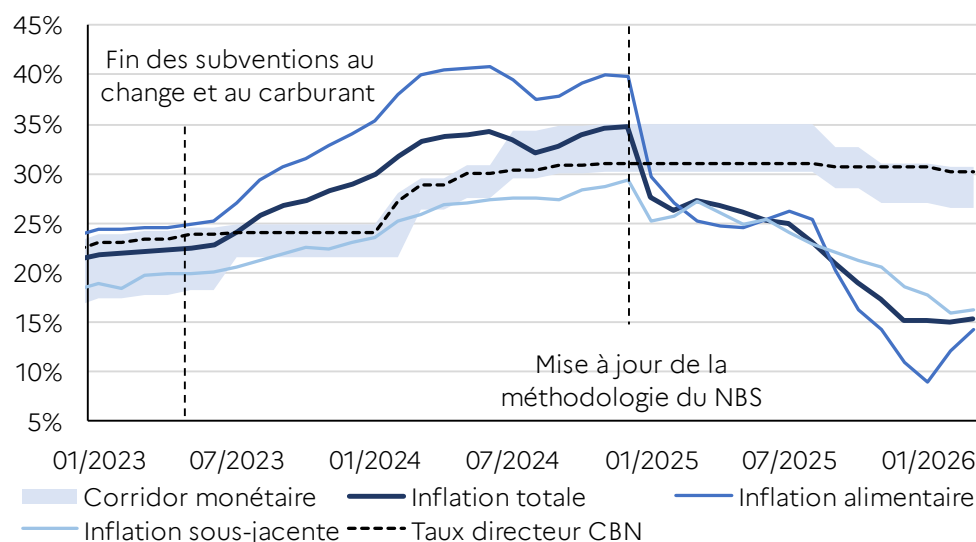
## Rebond de l'inflation en mars à 15,4%

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats d'inflation du pays pour le mois de mars 2026.](#)

Le Nigeria enregistre 15,4% d'inflation en mars en glissement annuel après 15,1% en janvier et février, marquant une première augmentation de l'indice général des prix depuis mars 2025. Conséquence du conflit au Moyen-Orient et du choc d'offre négatif à l'échelle mondiale, l'inflation d'un mois à l'autre s'est élevée à 4,2% (2,0% en février), son plus haut niveau depuis 2005.

L'augmentation des prix de l'énergie (6,6% par rapport à février) s'est répercutée sur l'ensemble de l'économie, et notamment sur les prix alimentaires en renchérissant les coûts d'approvisionnement et de transports. L'inflation alimentaire, principal moteur de l'inflation historiquement, s'est ainsi établie à 14,3% en mars en glissement annuel, après 12,1% en février et 8,9% en janvier. L'inflation sous-jacente a également augmenté, à 16,2% après 15,9% en février et 17,7% en janvier.

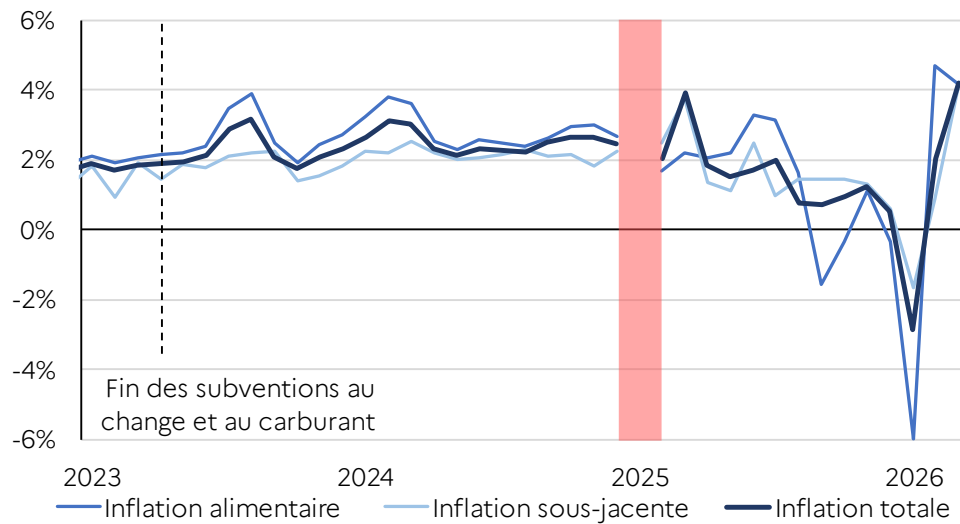
### Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis 2023



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 15,4% en mars 2026 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire à 14,3% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente à 16,2% (courbe bleu clair). Le taux directeur de la CBN (pointillé noir) a été abaissé à 26,5% en février. Le corridor monétaire a été ajusté en novembre à -450/+50pts (aire bleu clair).

## Évolution de l'inflation d'un mois à l'autre depuis 2023



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : L'inflation de février à mars 2026 s'est établie à 4,2% (courbe bleu foncé), 4,2% pour l'inflation alimentaire (courbe bleue) et 4,0% pour l'inflation sous-jacente (courbe bleu clair).

## Fitch confirme sa notation du Nigeria à B/Stable

[Fitch Ratings a confirmé sa note souveraine du Nigeria à « B »](#), avec une perspective stable. Cette évaluation traduit la reconnaissance d'une trajectoire macroéconomique en amélioration, soutenue par la stabilisation du marché des changes et l'amélioration des réserves de la Banque centrale du Nigeria (CBN), couvrant 7 mois de paiements extérieurs (supérieur à la médiane des économies notées « B » par l'agence de notation). L'agence cite notamment la récente mesure de la CBN de levée des restrictions pour le rapatriement des recettes des compagnies pétrolières internationales comme une avancée pour la normalisation du marché des changes.

Fitch prévoit une croissance de 4,1% en 2026 et le renforcement de l'excédent de balance courante du pays, reflétant la remontée du cours du baril ainsi que le creusement du déficit budgétaire à 5% du PIB en lien avec la période électorale. La charge d'intérêts sur les recettes publiques devrait diminuer pour s'établir autour de 33% tandis que le taux d'endettement devrait rester stable à 38% du PIB en 2026.

L'agence de notation souligne toutefois les contraintes structurelles persistantes, à l'instar d'une inflation toujours élevée, la faible mobilisation de recettes fiscales, la dépendance aux recettes pétrolières et le coût du service de la dette.

Fitch avait relevé sa notation en avril 2025 (B-/Positive précédemment). La confirmation de la notation à « B » et le maintien d'une perspective stable traduisent une appréciation globalement positive de l'économie nigériane.

## La dette publique nigériane représentait 111 Md USD fin 2025

[Le bureau de gestion de la dette du Nigeria \(DMO\) a publié les chiffres de dette publique du pays au quatrième trimestre 2025.](#) Le stock de dette publique du Nigeria représentait ainsi 111,0 Md USD fin décembre 2025 après 103,9 Md USD fin septembre. Cette hausse s'explique par de nouvelles émissions sur le marché domestique comme international – avec une émission euro-obligataire en novembre de 2,35 Md USD – mais également par de nouveaux financements multilatéraux et bilatéraux.

La part de la dette domestique reste majoritaire, 53,3% de la dette publique nigériane, celle-ci étant principalement constituée d'obligations fédérales « FGN Bonds » (79%).

Parmi les créanciers externes du Nigeria figurent les bailleurs multilatéraux (46% du stock de dette externe) et en particulier le groupe Banque mondiale (38%). Le premier créancier bilatéral est la Chine (11% de la dette externe), suivie de la France (1,8% soit 911 M USD). Les créanciers privés représentent enfin 41% de la dette externe du pays.

## Le groupe Carrefour s'implante au Nigeria

[Le groupe de distribution Carrefour arrive au Nigeria, suite à la signature d'un accord de franchise avec le groupe HyperCITY Nigeria.](#)

Le groupe prévoit une expansion dans plusieurs villes, notamment Port Harcourt, Abuja, Lagos et Benin City. Cette arrivée devrait contribuer à la création de nombreux emplois, à la formation de compétences, à la croissance d'un écosystème de distribution moderne et à l'accélération du transfert de connaissance et de l'innovation au Nigeria.

L'implantation au Nigeria du groupe Carrefour s'inscrit dans le cadre du plan « Carrefour 2030 », qui vise à développer la présence du groupe dans 22 pays d'Afrique et 60 à travers le monde.

## Protocole d'accord avec le groupe Rashmi Metaliks Group dans le secteur de l'acier

[Le 14 avril 2026, le ministre nigérien du Développement de l'acier, Prince Shuaibu Abubakar Audu, a signé un protocole d'accord avec le conglomérat indien Rashmi Metaliks Group à Calcutta, pour un investissement prévu d'1 Md USD sur une période de trois ans dans la chaîne de valeur de l'acier.](#)

Au regard des réserves de minerai de fer que compte le pays, estimées à plus de 3 Md de tonnes, le Nigeria cherche à développer son plein potentiel sidérurgique en passant du statut d'exportateur

de matières premières minérales à acteur industriel par la production locale d'acier.

## **Les compagnies aériennes nigérianes menacent de suspendre leurs activités**

[Les compagnies aériennes opérant au Nigeria menacent de suspendre leurs activités dans tout le pays à compter du 20 avril 2026, suite à une forte hausse des prix du Jet A1.](#) Le prix de ce type de carburant, l'un des principaux pour l'aviation commerciale, aurait grimper au-delà de 3 000 NGN le litre, soit une hausse de plus de 200%.

Dans une lettre adressée par l'Association des transporteurs aériens du Nigeria (AON) à l'Association des principaux distributeurs d'énergie du Nigeria (MEMAN), les opérateurs ont déclaré que cette situation rendait l'exploitation des vols de plus en plus difficile, les compagnies aériennes ayant du mal à absorber la forte augmentation des coûts.

## **Le gouvernement approuve le déploiement de contrôle biométrique dans les aéroports domestiques**

[Le gouvernement valide la mise en place d'un système de vérification biométrique de l'identité dans les aéroports domestiques.](#) Cette mesure, qui s'inscrit dans la modernisation du transport aérien nigérian, vise à renforcer la sûreté aéroportuaire, fiabiliser les données des voyageurs et améliorer la traçabilité des flux de passagers. L'Autorité fédérale des aéroports du Nigeria (FAAN) jouera un rôle central dans la mise en œuvre opérationnelle, notamment en vue d'améliorer l'expérience passager et de réduire les contrôles manuels. La Commission de régulation des concessions d'infrastructure (ICRC) a permis de structurer le modèle de concession entre l'État fédéral et l'entreprise VERXID Technologies.

## **La chute du prix du cacao ne bénéficie pas aux transformateurs nigériens**

[Les transformateurs de cacao nigériens peinent à profiter de l'effondrement récent des prix du cacao, l'industrie n'ayant pas pu tirer parti des matières premières moins chères après une chute de 83% par rapport aux pics de 2024.](#) Le cacao se vend actuellement environ 2,5 M NGN par tonne métrique, par rapport à un pic de 15 M NGN en 2024.

Cette baisse des prix aurait pu permettre aux moulins locaux d'améliorer leurs marges. Cependant les défis opérationnels, le manque d'infrastructures, la faible demande et des coûts énergétiques et logistiques élevés restent des contraintes majeures.

Le Nigeria est le quatrième producteur mondial (troisième en Afrique après la Côte d'Ivoire et le Ghana) de cacao avec 315 000 T concentrée dans le sud du pays, a indiqué le Conseil international du cacao (ICCO) dans son bulletin de septembre 2025. La capacité de transformation du Nigeria était d'environ 60 000 T en 2022, ce qui reste bien en dessous du volume total de la production de fèves. Malgré les efforts de modernisation pour produire du beurre et de la poudre de cacao, au lieu d'exporter uniquement des fèves brutes, le pays ne comptant que cinq usines de transformation de cacao encore en activité, qui ont une capacité d'utilisation combinée de 20 000 T par an.

## **Des pénuries de matières premières affectent la filière du manioc**

[L'industrie nigériane de transformation du manioc, qui a consenti d'importants investissements avec la mise en place d'usines de transformation à haute capacité, renforcées par des politiques visant à stimuler la production industrielle d'amidon, de farine et d'éthanol, fait face à un revers critique, les usines peinant à obtenir suffisamment de matières premières.](#)

Une étude menée par le Promoteur des investissements dans la filière du manioc (NCIA) a montré que la plupart des installations de traitement du manioc dans le pays fonctionnent entre 30% et 40% de leur capacité installée en raison d'un approvisionnement irrégulier en tubercules frais.

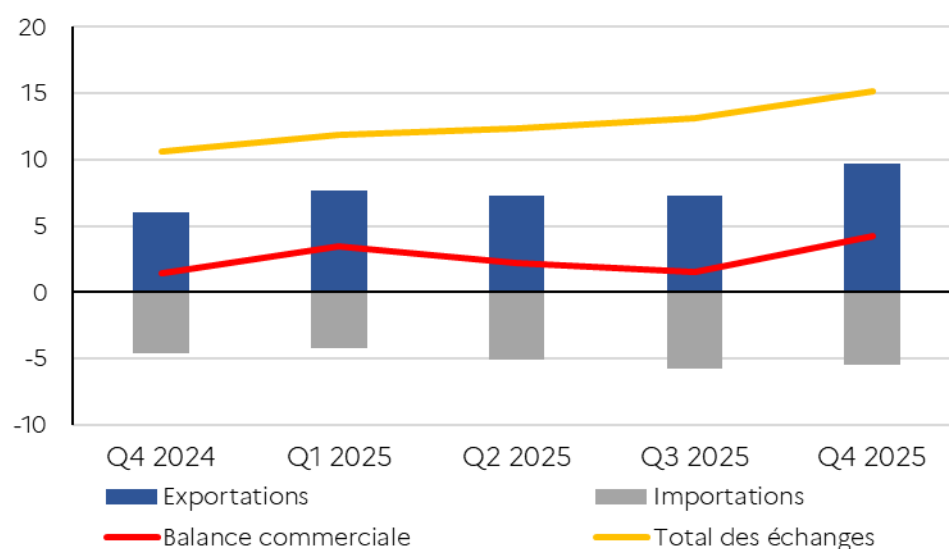
Plusieurs opérateurs qui s'engagent dans la chaîne de valeur du manioc tentent de minimiser cette fragilité par de l'intégration verticale mais restent encore dépendants de petits exploitants. L'étude a révélé qu'une usine de taille moyenne pour rester viable nécessite environ 3 000 agriculteurs.

Le Nigeria est le premier producteur mondial de manioc, fournissant environ 21% de la production mondiale. Cette culture clef, résistante à la sécheresse, est au cœur de la sécurité alimentaire et de l'agro-industrie, avec plus de 9,6 millions d'hectares cultivés. Moins de 5% de la production est actuellement utilisée à des fins industrielles, la majorité étant destinée à la consommation humaine.

## Le Ghana affiche un excédent commercial de 4,2 Md USD au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2025

[Les dernières données du Centre de statistiques ghanéen \(GSS\) révèlent un excédent commercial de 4,2 Md USD au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2025, soit le niveau le plus élevé de l'année, après les moins bonnes performances des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres \(respectivement 2,2 Md USD et 1,5 Md USD d'excédent\).](#) La valeur totale du commerce extérieur du Ghana s'est élevée à 15,1 Md USD en 2025, dont 9,7 Md USD d'exportations et 5,5 Md USD d'importations.

### Évolution du commerce extérieur du Ghana trimestriel en Md USD



Source : Centre de statistiques ghanéen (GSS)

Clef de lecture : Les exportations ghanéennes au 4<sup>ème</sup> trimestre s'élevaient à 9,7 Md USD (histogramme bleu), les importations à 5,5 Md USD (histogramme gris), pour 15,1 Md USD d'échanges totaux (courbe jaune) et ainsi un excédent commercial de 4,2 Md USD (courbe rouge).

La composition des exportations reste dominée par l'or, qui représente 66,9% du total (6,5 Md USD) au 4<sup>ème</sup> trimestre, bien que sa part ait reculé (73,4% au T3-2025). Du fait du niveau exceptionnellement élevé du cours de l'or, les exportations aurifères ont atteint leur plus haut montant sur ce trimestre. Les exportations demeurent très concentrées, avec le cacao (8,9%) et le pétrole brut (7,0%) – ces trois produits représentant près de 80% des exportations. Du côté des importations, la structure est restée relativement diversifiée, même si elle reste dominée par les produits pétroliers raffinés : l'essence et le gazole ont représenté à eux deux 17,8% (968 M USD) des importations. Les autres importations comprenaient les véhicules d'occasion et le pétrole brut, reflétant

une demande soutenue pour les produits liés à l'énergie et aux transports.

L'Inde et les Émirats Arabes Unis ont été les principales destinations d'exportation, avec des parts de respectivement 25,0% et 22,8% du total, suivis par l'Afrique du Sud (11,1%) et la Suisse (10,9%). Ces quatre pays se partageaient presque exclusivement toutes les exportations d'or du Ghana. Les autres clients étaient des pays européens (notamment les Pays-Bas), importateurs de cacao, et des pays asiatiques (particulièrement la Chine) et africains pour les hydrocarbures. Parallèlement, la Chine a conservé sa place de premier fournisseur du Ghana, représentant 23,3% du total des importations, suivie par les États-Unis (8,6%), exportant des véhicules et les principaux fournisseurs de produits pétroliers du Ghana : les Pays-Bas (5,7%), la Belgique (5,3%) et le Nigeria (5,2%).

Toutefois, malgré la bonne performance nominale, en corrigeant de l'évolution des prix relatifs des produits exportés et importés au cours du temps, le Ghana a enregistré un déficit commercial, avec des exportations évaluées à 30,0 Md GHS (2,7 Md USD) contre 31,7 Md GHS (2,8 Md USD) pour les importations. L'excédent nominal s'expliquerait donc en grande partie par des effets de prix, notamment sur l'or, plutôt que par une augmentation significative des volumes d'exportation. Cette fragilité est exacerbée par la concentration des exportations dans quelques produits, ce qui expose l'économie aux fluctuations des prix mondiaux et aux chocs d'offre.

## **La Banque mondiale salue les performances du Ghana et se tient prête à accroître son soutien**

[Lors des rencontres économiques de printemps, la Banque mondiale a salué les résultats obtenus et la trajectoire de réforme du Ghana, qualifiant ce redressement d'impressionnant et indiquant être prête à renforcer son soutien.](#) Le ministre des Finances du Ghana a pour sa part mis en avant l'amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques et budgétaires en 2025 : croissance du PIB réel de 6% (après 5,8% en 2024), inflation à 5,8% (après 23,8% en 2024), appréciation de plus de 40% du cedi par rapport au dollar, excédent budgétaire de 2,6% du PIB (après un déficit de 2,9% en 2024) et ratio dette/PIB à 45,3% (après 61,8% en 2024).

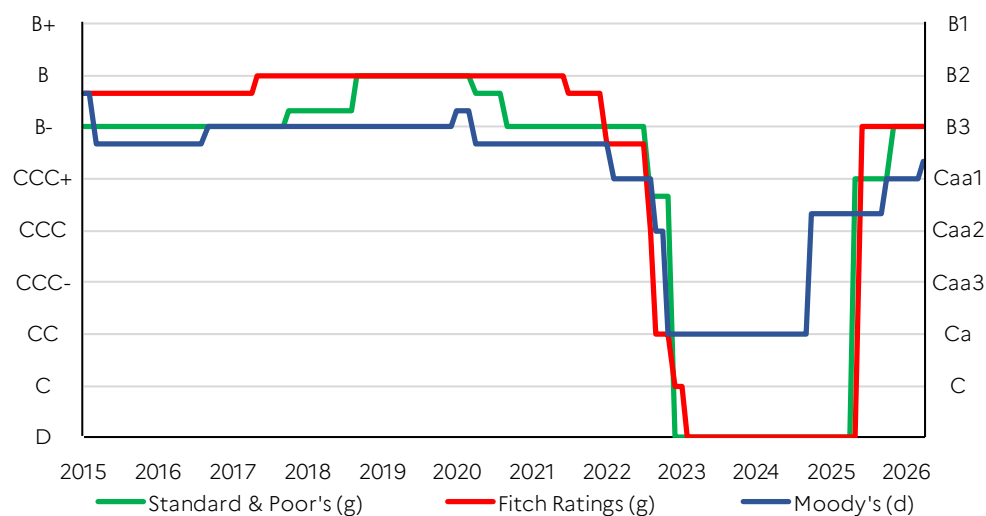
Malgré ces performances, [la Banque mondiale](#) estime que des besoins demeurent importants, notamment dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'énergie. Afin de réduire les inefficacités du système de distribution électrique (pertes de distribution d'environ 27% en 2024), un programme de relance du secteur financé à hauteur de 260 M USD par la Banque mondiale a été lancé en mars 2025. Dans ce cadre, le gouvernement ghanéen s'apprête à introduire la participation du secteur privé sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique.

[Dans le même temps, le gouverneur de la Banque du Ghana a appelé le FMI à réformer ses mécanismes de restructuration de la dette souveraine et à élargir l'accès aux financements concessionnels.](#) Il a souligné la nécessité de rendre les instruments actuels plus efficaces dans un contexte de pressions mondiales et régionales croissantes.

## Moody's revoit à la hausse la perspective du Ghana de stable à positive

[Moody's Ratings a relevé la perspective de la note souveraine du Ghana de stable à positive tout en maintenant à Caa1 ses notations d'émetteur à long terme en monnaie locale et en devises ainsi que celle de la dette senior non garantie en devises.](#) Les notations du programme d'émission de titres de créance senior non garantis à moyen terme (MTN) restent confirmées à (P)Caa1, tandis que les plafonds pays demeurent inchangés (B1 en monnaie locale, B2 en devises). À titre de comparaison, S&P a confirmé ce 27 mars les notes B- et B pour le crédit à long et court terme, avec des perspectives stables.

### Évolution de la notation souveraine du Ghana des agences Moody's, Fitch Ratings et S&P



Sources : Moody's, S&P, Fitch Ratings.

Clef de lecture : la note de crédit du Ghana par Moody's s'établit à Caa1/Positif en avril 2026 (courbe bleue, échelle de droite), celle de Fitch Ratings à B-/Stable (courbe rouge, échelle de gauche), comme pour S&P (courbe verte, échelle de gauche).

Notations à long terme en devises. Les perspectives positives/négatives sont affichées avec un ajustement de +/-0,33 point. La veille de crédit positive/négative avec un ajustement de +/-0,67 point.

Moody's a expliqué ce passage à une perspective positive par la probabilité croissante d'une amélioration durable des conditions de financement sur le marché intérieur ; l'assouplissement monétaire (taux directeur abaissé de 150 points de base à 14% en mars 2026),

l'amélioration de la situation budgétaire et la reprise des émissions obligataires sur le marché intérieur (inaugurée ce 1<sup>er</sup> avril 2026 et ayant entraîné une sursouscription de 30 M EUR).

Le fait que Moody's ait décidé de changer la perspective tout en maintenant la note de Caa1 témoigne du fait qu'il reste à évaluer la durabilité des tendances favorables face aux risques exacerbés par le conflit au Moyen-Orient. L'agence a souligné sur ce point certaines contraintes en matière de crédit du Ghana, notamment les options de financement limitées dont dispose le gouvernement et son recours ces dernières années aux émissions nationales à court terme, ainsi qu'un ratio de dette/PIB au demeurant élevé (56%) dont l'amélioration reste limitée par une assiette fiscale étroite. Enfin, le pays, dont les recettes d'exportations reposent presque exclusivement sur trois matières premières, reste mécaniquement vulnérable à la volatilité des taux de change et des prix des matières premières.

Ces contraintes sont atténuées par plusieurs éléments favorables au crédit : un soutien récurrent des bailleurs multilatéraux, adossé aux programmes du FMI, une dette plus soutenable grâce à un redressement budgétaire progressif, ainsi qu'un environnement politique stable et des institutions exécutives et législatives relativement solides.

## **Le Ghana est parmi les pays les plus vulnérables face à la crise au Moyen-Orient selon la Banque mondiale**

[Dans son dernier rapport sur la situation de l'économie africaine, la Banque mondiale classe le Ghana parmi les économies africaines les plus exposées à l'escalade du conflit au Moyen-Orient.](#)

Ce conflit affecte le Ghana avant tout via un choc sur les prix internationaux de l'énergie, principal canal de transmission identifié par la Banque mondiale. En tant qu'importateur net de produits pétroliers raffinés, le pays est directement exposé à la hausse des prix du pétrole et aux perturbations logistiques, ce qui renchérit les coûts de transport, de production et d'électricité. Ce choc met en évidence la dépendance énergétique du pays (30% des importations en 2025). Il est également susceptible de perturber la trajectoire désinflationniste : au-delà de l'effet direct sur les carburants, la hausse des coûts de transport se diffuse à l'ensemble de l'économie (notamment aux prix alimentaires), générant des effets de second tour et un risque de désancrage des anticipations inflationnistes.

Un deuxième canal de transmission majeur concerne les engrais : leur renchérissement (+58 % pour l'urée en trois semaines) pourrait également alimenter les tensions inflationnistes, dans un contexte où l'écart entre la demande et les stocks est estimé à environ 200 000 tonnes par an.

Dans un contexte de stabilisation macroéconomique encore fragile, ces dynamiques constituent un facteur de risque important. Malgré

des marges de manœuvre budgétaire limitées, le gouvernement s'efforce de contenir la hausse des prix des carburants en subventionnant [à compter du 16 avril, pour un mois, les prix du gazole et de l'essence de 2 GHS/L et 0,36 GHS/L respectivement](#). Le président Mahama a également annoncé l'accélération de la mise en service de 100 bus sur les axes à forte fréquentation, avec des tarifs fixes préférentiels.

Parallèlement, le conflit contribue à un resserrement des conditions financières internationales, limitant l'accès du Ghana aux financements extérieurs et augmentant leur coût. Cela place les autorités face à un arbitrage entre soutien à la croissance et lutte contre l'inflation, réduisant les marges de manœuvre en matière de politique monétaire et budgétaire, au risque de freiner la reprise économique.

Enfin, si la hausse des prix de l'or – dont le Ghana est un important producteur – offre un effet compensateur partiel via l'amélioration des recettes d'exportation, celui-ci demeure insuffisant pour compenser pleinement l'impact négatif du choc énergétique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)